



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

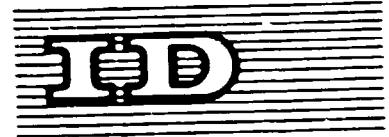
CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



14776-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.444/3
24 juin 1985

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Forum sur la participation des organisations
non-gouvernementales à la mise en oeuvre du
Programme pour la Décennie du Développement
Industriel de l'Afrique*

Abidjan, Côte d'Ivoire, 27-30 août 1985

CNG

LA PARTICIPATION DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES
AU DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET
DES AGRO-INDUSTRIES EN AFRIQUE**

établi par

A.C. Mosha***

* Organisé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en coopération avec l'Association pour les Institutions Financières de Développement de l'Afrique.

** Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du secrétariat de l'ONUDI. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'Organisation des Nations Unies. Ce document est la traduction d'un original qui n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

*** Consultant de l'ONUDI, Directeur de la Science et de la technologie alimentaires au Centre tanzanien pour l'alimentation et la nutrition.

V.85-28563 (EX)

1.0 INTRODUCTION

Une interaction existe entre les industries à base agricole et la chaîne alimentaire, chaîne qui va de la production agricole et du traitement des produits jusqu'à leur distribution et à leur commercialisation, y compris les éléments qui s'y rattachent, tels que le stockage, le transport, les aspects socio-économiques et l'infrastructure institutionnelle.

Le présent document procède à une évaluation globale du développement des agro-industries en Afrique, notamment de l'industrie alimentaire. Il vise à déterminer les sous-secteurs et les domaines qui nécessitent une coopération, particulièrement de la part de l'Afrique et des organisations internationales non-gouvernementales (ONG). Les sujets traités embrassent la croissance récente des agro-industries; l'état présent et la participation des ONG, compte tenu notamment des phénomènes qui influencent le développement, ses problèmes et ses contraintes; les domaines prioritaires en matière de développement, ainsi que les activités des ONG et leurs difficultés spécifiques. On examinera aussi les aspects environnementaux et la mise en valeur des ressources humaines. Puisque la coopération entre institutions est indispensable pour assurer le développement intégré qu'exigent les agro-industries, on mettra particulièrement l'accent sur cette notion. Tout au long du texte, le lecteur trouvera des recommandations concernant les principaux aspects des industries agro-alimentaires et visant à promouvoir le développement grâce à l'intégration et à la coopération entre les institutions intéressées, notamment les ONG.

L'examen approfondi d'un développement agro-industriel intégré vient à son heure pour s'attaquer au problème alimentaire auquel l'Afrique est maintenant confrontée, en raison surtout de la sécheresse dans la zone du Sahel en Afrique occidentale, en Ethiopie, au Soudan et dans certaines régions de l'Afrique orientale et australe (1). Des milliers d'êtres humains ont péri ou souffrent de la famine. La sécheresse a engendré une pénurie de vivres d'une ampleur inattendue, une misère sans précédent, de dures épreuves économiques et une malnutrition grave, surtout pour les groupes vulnérables de la population. La sécheresse de 1974 au Sahel a coûté plus de 300 000 vies humaines, et le nombre des victimes signalé pour l'Ethiopie en 1984 est encore plus élevé (2). La sécheresse a entraîné d'importantes migrations d'hommes et d'animaux à la recherche de nourriture. La plupart d'entre eux ont péri en cours de route et ceux qui ont survécu ont créé un grave problème de réfugiés, surtout au Soudan et dans les pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). Le plus durement frappé a été le Mozambique, avec 100 000 décès dus à la sécheresse. La situation est aggravée par la croissance rapide de la population agricole, croissance qui atteint en moyenne 2,6 pour cent par an pour la plupart des pays africains en développement (3). La gravité de la situation exige une mobilisation de toutes les ressources disponibles, d'où la nécessité d'intégrer les opérations des différentes organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Le terme ONG représente un univers vaste, varié et quelque peu confus (4); aux fins du présent document, il désigne des organisations qui se distinguent de l'appareil étatique, qui sont souvent constituées sur une base volontaire et qui s'efforcent d'atteindre des objectifs divers.

Parmi ces organisations, on trouve des associations pour la production agricole et l'industrie alimentaire, des chambres du commerce et de l'industrie; des coopératives et des organismes qui travaillent à une petite ou moyenne échelle; des instituts de recherche et de développement (R & D) et des universités. Dans certains pays, les ONG comprennent même des institutions financières qui ne relèvent pas de l'Etat, telles que des banques.

2.0 GENERALITES

Une rapide analyse des agro-industries dans les pays africains en développement montre qu'elles sont caractérisées par un sous-secteur de la production alimentaire, lequel est en retard par rapport à la croissance démographique; en outre et surtout dans les zones rurales, le traitement des produits est dominé par des méthodes traditionnelles. Les établissements de l'industrie alimentaire ne sont pas bien intégrés; ils se sont trop consacrés aux cultures de rapport, notamment aux céréales, aux fruits et aux légumes. Le présent chapitre étudie la croissance des agro-industries dans les pays africains en développement.

D'après le Rapport de la Banque Mondiale sur le Développement dans le monde (1982), le produit intérieur brut est tombé de 3,8 pour cent pour la période 1960-1973 à un minimum de 0,4 pour cent en 1980, et il est remonté à 2 pour cent seulement en 1981 pour la plupart des pays africains à faible revenu (5). D'après le même rapport, les projections jusqu'en 1990 indiquent un changement négatif de 0,1 pour cent par tête d'habitant pour le PNB.

Le tableau 1 montre la croissance de la production agricole et alimentaire dans les pays africains en développement.

Tableau 1
Croissance de la production agricole et alimentaire dans les
pays africains en développement (en pour cent)

Production agricole				Production alimentaire			
Total		par tête d'habitant		Total		par tête d'habitant	
1960-70	70-80	60-70	70-80	60-70	70-80	60-70	70-80
2,1	1,3	0,2	1,4	2,6	1,6	0,1	-1,1

Source : Rapport sur le Développement dans le monde
(World Development Report) 1982,
Washington D.C., Tableau 5.1

D'après ce tableau 1, la production agricole accuse une baisse entre la décennie des années soixante-dix (de 2,7 à 9 pour cent) et celle des années quatre-vingt (1,3 pour cent) et ne parvient pas à rattraper la croissance démographique, qui se situe en moyenne à 2,6 pour cent par an (3). De même, la production alimentaire par tête d'habitant a diminué entre 1960 et 1980, en passant de +2,6 pour cent à -1,1 pour cent, ce qui est le signe d'un important déficit alimentaire.

L'Annuaire des Statistiques industrielles (Yearbook of Industrial Statistics (6)) indique que l'industrie alimentaire dans les pays africains en développement était dominée par la transformation des céréales, qui a donné 11,2 millions de tonnes de produits en 1980. Viennent ensuite le sucre et les produits sucriers, avec 6,3 millions de tonnes, suivis des produits animaux, ainsi que des fruits et des légumes.

Pour les pays africains en développement, les taux de croissance moyens globaux de la valeur réelle ajoutée dans les secteurs manufacturier, alimentaire et des boissons sont tombés de 5,9 pour cent à 0,2 pour cent entre 1965 et 1975. Les boissons ont augmenté, en passant de 6,7 à 10,8 pour cent, et la fabrication totale est tombée de 7,5 à 5,1 pour cent, d'après les données limitées disponibles. Jusqu'en 1981, les taux de croissance manufacturière dans les pays africains en développement à faible revenu étaient affectés d'une valeur minimale ou nulle pour le secteur agro-industriel (7).

Entre 1970 et 1980, les changements de structure agro-industrielle dans les pays en développement ont varié suivant les pays et les produits. Partout, le secteur de l'industrie alimentaire était beaucoup plus important que celui des boissons. Les pays qui ont connu une augmentation faible à modérée de la transformation des aliments et des boissons étaient l'Algérie, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, le Sénégal, le Malawi et le Soudan. Dans la plupart des autres pays, les taux de croissance de la valeur manufacturière agro-industrielle ajoutée ont diminué (7). D'après la base de données de l'ONUDI (8), le nombre d'établissements dans les industries alimentaire et des boissons n'a pas été suffisamment documenté pour les pays africains en développement entre 1970 et 1980. Les données sont incomplètes; elles montrent cependant que le nombre total des établissements dans le secteur de l'industrie alimentaire était d'environ 6000 (données limitées) en 1970, mais que ce chiffre était inférieur dans certains pays en 1980, du fait de fermetures dues à diverses raisons.

En 1970, ces deux secteurs industriels comptaient respectivement 321 000 emplois pour les produits alimentaires et 52 000 pour les boissons (chiffres applicables à l'ensemble des pays africains en développement). Ces chiffres sont modestes, comparés à ceux d'autres industries; il existe donc encore de grandes possibilités de progrès. Jusqu'en 1980, les changements n'étaient pas uniformes, mais la croissance globale était faible.

Les tableaux 2 et 3 résument la production des matières premières végétales et du cheptel dans les pays en développement à économie de marché.

Tableau 2
Production des principales cultures alimentaires
dans les pays africains en développement
(en millions de tonnes métriques)

	1974-76	1981	1982
Céréales (total)	46,7	48,2	49,7
Blé	5,1	4,5	5,3
Riz Paddy	5,5	6,3	6,5
Sorgho	7,6	8,3	8,4
Millet	8,4	9,3	9,4
Maïs	14,9	14,8	14,2
Farineux (total)	4,8	4,9	5,2
Racines & Tubercules	74,7	81,7	84,1
Légumes et Melons (total)	0,5	0,4	0,3
Canne à sucre	26,8	36,4	39,1

Source : Annuaire FAO de la Production, Vol.36 - 1982.
Tableaux des cultures (FAO 1983).

Il ressort du Tableau 2 que la production céréalière totale n'a augmenté que de 6 pour cent entre 1974-76 et 1982. Celle du blé, du riz, du sorgho et du millet s'est accrue, mais celle du maïs a diminué. Pendant la même période, la production de racines et de tubercules a enregistré un maximum en poids humide, et aussi un substantiel accroissement absolu.

Tableau 3
Cheptel et volailles, en millions de têtes,
dans les pays africains en développement
à économie de marché

	Bétail	Porcins	Ovins	Caprins	Volailles
1974-76	126,2	6,3	114,0	116,9	394,0
1981	137,6	8,6	126,6	128,3	502,8
1982	139,4	9,0	128,6	130,6	525,7

Source : Annuaire FAO de la Production, Vol.36 - 1982.
Tableaux du cheptel (FAO 1983).

D'après le tableau 3, l'augmentation a été, pendant cette période, de 11 pour cent pour le bétail, de 30 pour cent pour les porcins, de 13 pour cent pour les ovins, de 12 pour cent pour les caprins et de 33 pour cent pour les volailles. Cette tendance indique un accroissement global des ressources en matières premières à base de cheptel.

2.1 Organisations non-gouvernementales (ONG)

Par rapport aux autres continents, l'expansion des organisations non-gouvernementales (ONG) proprement dites est restée assez modeste en Afrique (9). L'histoire des ONG africaines est, d'une part, insuffisamment documentée, et de l'autre, elle est très variée. Les ONG les plus fortes sont celles qui se sont constituées à partir d'organisations communautaires traditionnelles et de groupes d'assistance mutuelle, qui forment en Afrique l'ossature de la fraternité et de la coopération familiale élargie. Souvent, les communautés vivent dans des villages et possèdent des terrains, autour desquels on a organisé des opérations agro-industrielles telles que la production, l'entreposage, la transformation, la commercialisation et la distribution traditionnelles. En Tanzanie, ces groupes ont été officiellement reconnus et forment la base des villages Oudjamaa (Ujamaa), où vivent les quatre cinquièmes environ de la population totale.

Les ONG confessionnelles remontent à l'époque antérieure à l'indépendance, quand les églises européennes et américaines implantaient leurs institutions et leurs sociétés destinées à pourvoir aux besoins matériels des fidèles. A l'heure actuelle, en Afrique, beaucoup de ces ONG sont rattachées à diverses églises et institutions confessionnelles. La plupart d'entre elles sont indigènes et indépendantes des églises-mères, mais certaines dépendent toujours de centrales étrangères.

Les ONG africaines reliées à des organisations volontaires non-confessionnelles d'outre-mer tirent souvent leur origine d'organisations volontaires internationales, dont elles étaient les sections locales. Les plus importantes, qui existent pratiquement dans tous les pays africains, sont les Comités nationaux de la campagne mondiale contre la faim/Action pour le développement (CNCF/AD). Ces groupes déploient une activité intense dans les domaines de la production alimentaire et des opérations génératrices de revenus destinées à combattre la faim.

Certains pays africains possèdent des ONG patronnées par le gouvernement national. Le mouvement coopérateur, qui s'étend à tous les aspects des activités agro-industrielles en Afrique, connaît un grand succès, par exemple pour la production, la transformation et la commercialisation de cultures de rapport, telles que le café et le coton en Tanzanie.

En rétrospective, il ressort des renseignements limités dont on dispose que les ONG africaines qui travaillent sur le plan agro-industriel ont su intervenir là où le besoin s'en faisait sentir le plus; elles ont suscité une prise de conscience au sein des communautés et elles ont mobilisé des ressources pour le développement en dépit de tous les obstacles.

Dans la plupart des pays africains, les universités ne sont pas à strictement parler des ONG, mais jouissent d'une certaine indépendance à l'égard des pouvoirs publics. Elles jouent un rôle éminent dans la formation du personnel pour les agro-industries et les institutions de recherche et de développement de ce secteur. La plupart des pays en développement possèdent au moins une université ou un institut universitaire de technologie.

Les pays ci-après (liste incomplète) possèdent des institutions universitaires qui dispensent un enseignement en agriculture ou en alimentation et nutrition. Figurent aussi sur la liste les organismes de recherche spécialisés dans le domaine agro-industriel.

Tableau 4
Pays dotés d'universités et d'institutions
de recherche agro-industrielles

<u>Pays</u>	<u>Nombre d'institutions</u>
Algérie	3
Bénin	1
Congo (Brazzaville)	1
Côte d'Ivoire	1
Egypte	4
Gabon	1
Ghana	2
Guinée	1
Kenya	2
Mali	2
Nigéria	4
Ouganda	1
Sénégal	3
Soudan	3
Tanzanie	4
Tchad	1
Tunisie	3
Zambie	1
Zimbabwe	1

Source : ONUDI (1982) - "Information sources on Grain Processing and Storage". ONUDI, Vienne.

Un autre groupe actif d'ONG embrasse les chambres nationales du commerce et de l'industrie qui existent dans presque tous les pays africains. Elles se concentrent sur la transformation industrielle, la commercialisation et la distribution et jouent un rôle de premier plan dans le secteur agro-industriel.

Les organismes regroupant les industries alimentaires sont peu nombreux, mais des associations de science et de technique alimentaires se sont constituées au Kenya, au Nigéria, au Ghana et en Egypte. L'Association des Fabricants de Denrées Alimentaires (Food Manufacturers Association) de Tanzanie poursuit le même but, qui est d'assurer l'essor de l'industrie alimentaire (10,11).

Le Rotary Club International a des membres dans la plupart des pays africains en développement. Leurs activités, nombreuses autant que variées, comportent entre autres l'appui accordé à de nombreux projets et activités modestes sur le plan agro-industriel.

3.0 SITUATION ACTUELLE ET PARTICIPATION DES ONG

3.1.0 Principaux facteurs agissant sur le développement des agro-industries, en particulier sur celui des industries alimentaires.

On peut distinguer entre les causes internes et externes qui influencent le développement agro-industriel. Certaines sont d'ordre politique, alors que d'autres sont liées à l'agriculture ou aux ressources humaines.

3.1.1 Facteurs d'ordre politique

Notre analyse se fonde sur l'expérience acquise dans les pays suivants : Ethiopie, Kenya, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Zimbabwe, Angola, Ouganda et Tanzanie. Ces pays peuvent être considérés comme représentatifs de la plupart des pays africains en développement (12).

3.1.2 Degré de maturité politique

La maturité politique et la capacité de définir des lignes de conduite valables, de créer la stabilité et d'inspirer la confiance sont autant de facteurs importants. Certains Etats récemment promus à l'indépendance se trouvent à un stade de transition et souffrent d'instabilité, de coups d'état et d'une stratégie inadéquate du développement. Les luttes intestines que connaissent entre autres l'Ethiopie, l'Ouganda, le Tchad, le Soudan, le Mozambique et l'Angola ont des incidences négatives sur le système alimentaire, y compris la transformation des denrées, et sur les ressources humaines.

3.1.3 Les politiques générales et les politiques en matière d'alimentation et de nutrition que fixent les gouvernements nationaux influencent la structure et l'évolution des agro-industries. Les schémas agricoles antérieurs à l'indépendance, qui mettaient l'accent sur les cultures de rapport destinées surtout à l'exportation outre-mer, continuent à dominer, ce qui exerce une influence négative sur la croissance agro-industrielle africaine pour les denrées de première nécessité.

3.1.4 Plans nationaux et stratégie du développement.

La plupart des pays africains ont adopté des plans de développement annuels et quinquennaux qui dictent la ligne de conduite à suivre. Ces plans déterminent le degré d'autarcie, la croissance dans différents secteurs, l'ampleur des investissements et le degré d'intégration attribué aux divers programmes et projets.

3.1.5 Facteurs liés à l'alimentation et à l'agriculture.

Les politiques nationales en matière d'alimentation et d'agriculture déterminent la gamme des produits agricoles qui fournissent les matières premières et la base du développement agro-industriel. Les méthodes agronomiques et le destin des produits après la récolte, notamment les conditions d'entreposage, de transformation et de commercialisation jouent un rôle important. La politique des prix détermine souvent le degré de stimulation des producteurs et influence la production aussi bien que la commercialisation, sur le plan local autant qu'international.

3.1.6 Facteurs liés aux méthodes de traitement.

La quantité et la qualité des matières premières agissent sur le taux d'utilisation de la capacité des installations, ce qui implique la nécessité d'ajuster les besoins en matière de transformation à la production agricole.

Dans les pays africains en développement, le degré d'avancement technique et la capacité des entreprises exercent une forte influence sur la croissance du secteur agro-industriel. A l'heure actuelle, celui-ci est largement tributaire de technologies d'importation très coûteuses et réglementées par des brevets. Le niveau modeste des technologies locales et les possibilités réduites de

fabriquer un matériel de transformation à l'aide des ressources locales, fût-ce sous licence, compromettent l'essor des agro-industries dans les pays africains en développement. Toutes ces circonstances, auxquelles on ajoutera l'ampleur des services subsidiaires, assurés par des entreprises et institutions locales et d'outre-mer, le niveau des capacités de recherche et de développement, ainsi que leur degré d'utilisation, exercent une forte influence sur la croissance agro-industrielle.

Naturellement, le niveau de développement du secteur de la commercialisation et de la distribution, qui assure l'écoulement des produits transformés, constitue un sous-secteur très important du développement agro-industriel.

3.1.7 Les ressources humaines, une saine gestion et une bonne administration sont, de même, des facteurs importants. Le fait de disposer sur le plan national d'effectifs suffisants de spécialistes compétents dans l'industrie alimentaire, la qualité de la formation "sur le tas" ou de l'apprentissage, une bonne répartition et utilisation du personnel, la gestion et l'administration des ressources humaines : tout cela influence le développement.

3.1.8 Finances et investissements

Les capacités et le potentiel de financement et d'investissement se situent au coeur même de toute agro-industrie, car ils agissent sur chaque sous-système, de la production à la consommation. Ici, la mise en oeuvre des ressources gouvernementales et non-gouvernementales est un des instruments essentiels qui conditionnent un développement intégré.

3.1.9 Facteurs externes

Ils sont nombreux, et ceux qui influencent en premier lieu la croissance des agro-industries intégrées concernent le commerce, les entreprises multinationales et les monopoles d'une technologie avancée.

Les barrières douanières limitent l'accès aux marchés situés en dehors des pays en développement, car dans les pays développés, les tarifs sont élevés et les conditions commerciales sont conçues de manière à entraver le progrès des pays jeunes en développement. Phénomène étroitement associé à ce dernier, la politique internationale du calcul des prix ne favorise pas les pays africains en développement, comme en témoignent les fluctuations extrêmes auxquelles ont été soumis les prix du cacao, du café et du coton.

Les sociétés transnationales qui opèrent en Afrique et qui se concentrent sur les produits de première nécessité à usage local, sur les cultures de rapport et sur les cultures exotiques d'exportation telles que les fruits et les légumes (13) possèdent la technologie de pointe, les effectifs, le personnel de gestion compétent et les ressources financières qui leur permettent d'agir sur le développement des agro-industries en Afrique. Elles sont aussi très actives dans les secteurs de la minoterie, des produits de boulangerie, des huiles végétales et des produits de boucherie, secteurs déterminants pour l'alimentation des populations indigènes. Ces entreprises transnationales, de même que les institutions gouvernementales et non-gouvernementales d'outre-mer, sont dotées de ressources financières et technologiques qui pourraient fortement influencer la croissance et l'orientation des agro-industries en Afrique.

3.2.0 ETAT PRESENT DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE

Ce chapitre traite des principaux types d'installations, des principaux problèmes à résoudre, de l'utilisation des capacités installées et des entreprises nécessitant une restructuration.

Les principaux types d'installations que l'on rencontre en Afrique suivent le schéma de la production agricole. La minoterie céréalière domine, suivie de l'extraction d'huiles végétales, du traitement des fruits et des légumes, de celui des produits animaux et de la fabrication de boissons.

3.2.1 Difficultés

Dans la plupart des pays africains en développement, les installations industrielles existantes connaissent beaucoup de difficultés que l'on ne rencontre guère dans les pays développés. Une partie du matériel date de l'époque antérieure à l'indépendance; or, en raison de la situation économique précaire, récente et actuelle, ces équipements n'ont pas pu être remplacés par le matériel moderne perfectionné que le progrès technique a permis d'installer ailleurs dans le monde. Le matériel qu'utilisent la plupart des établissements en exploitation est donc démodé.

Dans le même ordre d'idées, il est évident que les techniques mises en oeuvre et la manipulation des matériaux utilisés par la plupart des entreprises sont dépassés, inefficaces et de faible rendement. Ainsi, l'extraction des huiles par un vieux pressoir ne saurait se comparer à la technique moderne d'extraction par solvants.

Le réapprovisionnement en pièces de rechange, les services de maintenance et les services auxiliaires jouent un rôle capital pour chaque entreprise, mais dans le cas des installations africaines pourvues d'un matériel désuet, ces services manquent ou sont réduits au minimum. Comme le matériel est si ancien, les usines productrices des pièces d'origine ont ou bien cessé d'exister, ou bien arrêté la fabrication des vieux modèles en faveur d'appareillages modernes, plus perfectionnés et plus efficaces.

Parfois, on pourrait théoriquement se procurer les pièces de rechange et les services d'entretien, mais la récession économique actuelle et la pénurie de devises rendent quasi impossibles les achats à l'étranger. De ce fait, les entreprises vivent tant bien que mal avec des moyens de fortune. La situation ne fait qu'empirer dans la plupart des pays africains, en raison de l'absence d'installations locales suffisantes de fabrication de pièces de rechange.

Trop d'entreprises, surtout parmi les plus anciennes, sont dirigées et exploitées par un personnel qui aurait intérêt à être mieux formé et plus compétent. La conséquence en est que la qualité des prestations laisse beaucoup à désirer, sur le plan de la manutention et des services comme sur celui des produits finis.

3.2.2 Pourcentage d'utilisation de la capacité des installations

Les données concernant la capacité installée et son utilisation dans les pays africains en développement sont très insuffisantes; nous ne pouvons donc présenter ici qu'une rapide esquisse du sujet. Le volume des capacités et leur taux d'utilisation sont influencés par de nombreux facteurs techniques et économiques. Sur le plan technique, les opérations successives nécessaires, la capacité pratique et l'efficacité des diverses unités déterminent la performance globale des entreprises. D'autre part, les facteurs économiques tels que l'offre et la demande, les prix et les tendances du commerce mondial déterminent la production totale qui permettra de satisfaire aux besoins des consommateurs. Il est parfaitement exact, comme le signale le rapport (14), que le taux d'utilisation des capacités est beaucoup plus faible dans les pays en développement que dans les pays développés.

L'exemple de l'industrie des huiles et graisses végétales sert à illustrer le sérieux de la situation; il y a lieu de supposer qu'il n'en est guère autrement pour la plupart des autres industries du secteur (15). On estime qu'en Afrique, la capacité de l'industrie des huiles et graisses végétales est exploitée en moyenne à raison de 32 pour cent, alors que dans les pays développés, le chiffre correspondant se situe entre 65 et 85 pour cent.

Dans les pays africains en développement, les différences étaient importantes entre régions excédentaires et déficitaires. Pour les pays à surplus, en 1982, l'utilisation des capacités d'écrasage variait de 15 pour cent pour le Zaïre, de 27 pour cent pour la Côte d'Ivoire et de 38 pour cent pour le Sénégal jusqu'à 62 pour cent pour le Soudan. Dans les pays à déficit, le Niger accusait un coefficient d'utilisation de 18 pour cent et la Tanzanie de 21 pour cent, alors que pour le Maroc, il atteignait 70 pour cent. Il semble que l'absence d'une bonne intégration entre les installations d'écrasage existantes et la production de matières premières d'une part, et d'autre part entre les marchés intérieurs et les marchés d'exportation était la cause principale de ces disparités.

3.2.3 Entreprises exigeant une restructuration

Il ressort de l'exposé ci-dessus que les installations existantes dans le secteur de l'industrie alimentaire - minoterie, produits animaux, traitement des fruits et des légumes - exigent une restructuration, une remise en état complète ou un remplacement intégral par des installations modernes permettant d'accroître l'utilisation des capacités. Une telle initiative augmenterait la production et procurerait de nombreux avantages économiques.

3.3.0 INDUSTRIES ALIMENTAIRES PRIORITAIRES EN AFRIQUE

Ce chapitre traite des industries alimentaires qui revendiquent la priorité, de leurs possibilités et de leurs limites. Les critères de priorité s'appliquent aux industries qui présentent les plus fortes chances de succès, comme celles qui utiliseront les matières premières disponibles sur les lieux et feront appel à des ressources humaines abondantes, dans le cadre d'un développement intégré.

Une autre considération veut que les industries prioritaires se consacrent à la solution des problèmes d'actualité, tels que la disette et la malnutrition ou les besoins urgents des populations rurales et urbaines. Une solide intégration dans les infrastructures existantes, qui garantirait un développement polyvalent, revêt aussi une grande importance, là surtout où la production assurera des bénéfices économiques en monnaie locale et en devises étrangères. Compte tenu de tous ces arguments, on accordera la priorité aux industries suivantes :

3.3.1 Transformation des céréales

La majeure partie des populations africaines vit de céréales telles que le maïs, le riz et le blé. Dans les zones arides sujettes à la sécheresse, comme c'est le cas actuellement, le sorgho et le millet sont les céréales essentielles pour la survie, le seul espoir pour des millions d'êtres humains dans la zone du Sahel et dans certaines parties de l'Afrique orientale et australe.

Les grains bruts - surtout maïs, sorgho et millet - sont d'habitude broyés, entiers ou décortiqués, pour donner de la farine ou du gruau, mais à la différence du froment, on ne les transforme pas en produits farineux divers. Les méthodes utilisées, surtout dans les zones rurales qui abritent de 80 à 90 pour cent de la population totale, sont essentiellement traditionnelles : on se sert du vieux mortier et de son pilon ou de la meule. Récemment, on a introduit des moulins actionnés au carburant ou à l'électricité, pour alléger la tâche du broyage des grains, qui est surtout exécuté par les femmes. Les agglomérations urbaines possèdent des broyeurs à meules horizontales pour le blé et des broyeurs à marteaux, souvent exploités par des entreprises nationales de minoterie, comme c'est le cas en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, surtout pour satisfaire aux besoins des populations citadines.

La farine est d'habitude consommée sous forme de bouillie et, dans le cas du blé, on en fait divers produits de boulangerie. Ce secteur est bien intégré, en ce sens que les sous-produits servent à faire de la pâture pour animaux et que le son donne de l'huile.

La transformation des céréales offre de grandes possibilités. La production de matières premières est virtuellement garantie, car elle forme le gros des activités agricoles. Le rendement moyen à l'hectare est actuellement assez bas, mais il existe de vastes possibilités d'augmenter le rendement, grâce à un perfectionnement des procédés agronomiques et à de meilleures semences. Il y a beaucoup de terres arables insuffisamment exploitées à l'heure actuelle; or, étant donné que le continent dispose de vastes réserves d'eau douce dans ses lacs, ses fleuves et ses rivières, les possibilités de mise en valeur des ressources hydrauliques sont immenses, comme l'ont prouvé les importants travaux d'irrigation réalisés au Soudan et en Egypte.

Pour la plupart des céréales, les méthodes de transformation et les installations sont bien connues, et les machines sont d'un fonctionnement et d'un entretien faciles. Il existe un vaste marché tout prêt dans les zones rurales et urbaines, puisque la population ne fait qu'augmenter. Les possibilités d'écoulement des principaux types d'aliments tels que les produits de boulangerie - pain, gâteaux, flocons d'avoine et de maïs, chapatis - sont encore loin d'être pleinement épuisées.

Il existe certes des limitations, mais qui peuvent être surmontées. Les insectes nuisibles réduisent la production agricole dans presque toute l'Afrique, et la sécheresse qui a persisté pendant la dernière décennie a fortement décimé les réserves céréalières et engendré la famine. Les passereaux queleas ravagent les cultures céréalières dans presque toute l'Afrique.

Pour ce qui est du sorgho et du millet, la technologie de la mouture des autres céréales ne se prête pas au traitement à moyenne et à grande échelle, en raison de la nature biologique des grains. Toutefois, le moulage par abrasion, tel que l'a mis au point le Centre de recherches pour le développement international (CRDC) du Canada, ou le décorticage d'après une méthode empruntée au traitement du riz, apparaissent prometteurs et ont déjà fait leurs preuves au Botswana, au Soudan et en Tanzanie (16).

3.3.2 Racines alimentaires

Les racines alimentaires telles que l'ipoméée, l'igname et le manioc, sont répandues dans presque toute l'Afrique tropicale. Le manioc présente en outre l'avantage de résister à la sécheresse. Sa production est très importante et sa valeur nutritive, en calories par hectare, est supérieure à celle de toutes les autres plantes alimentaires. Les arguments avancés en faveur de la culture des céréales s'appliquent tout aussi bien à celle du manioc.

Le manioc est pris ici pour modèle; si l'on songe à ce que la pomme de terre a permis d'obtenir dans les pays développés, on reconnaîtra que le manioc a d'immenses possibilités en Afrique, où il a assuré la subsistance de millions d'êtres humains pendant de longues années. D'excellentes variétés à rendement élevé ont été sélectionnées et il existe même des variétés à forte teneur en protéines. La plante est polyvalente et se prête à divers usages. Outre les racines, on consomme les feuilles, qui donnent un légume riche en protéines, en vitamines et en substances minérales. Les racines du manioc se conservent bien dans le sol et à la campagne, l'homme partage ses surplus avec le bétail, ce qui témoigne du potentiel élevé d'intégration de ces tubercules.

Il existe une vaste gamme de techniques traditionnelles de mise en valeur du manioc; on consomme en grande quantité des aliments divers, tels que la farine ou les produits fermentés du manioc. Tout ce qu'il faut, c'est une

fabrication à une plus grande échelle, grâce aux techniques et aux matériels modernes qui ont déjà fait leurs preuves (17).

Seul inconvénient du manioc : la présence de cyanure dans la racine et dans les feuilles de certaines variétés. On connaît toutefois des techniques qui permettent d'inactiver le cyanure, même dans le cadre des méthodes traditionnelles de préparation et de fermentation. Les racines sont difficiles à manipuler et ont une durée de conservation limitée.

3.3.3 Huiles et graisses végétales

Dans l'Afrique entière, on cultive de nombreuses variétés de plantes oléagineuses, car le climat s'y prête de façon idéale. Toutes ces plantes donnent des huiles qui sont de riches sources d'énergie et de substances nutritives très demandées et auxquelles sont largement ouverts les marchés nationaux et étrangers. Les sous-produits tels que les tourteaux servent à la fabrication de nourritures pour bébés, à l'extraction de protéines et à la fabrication de pâtures pour les animaux. Aussi l'industrie des huiles végétales offre-t-elle de vastes possibilités d'intégration.

Il semble aussi que la production de graine de coton soit très prometteuse, car cette industrie est déjà implantée aux stades qui vont de la production à la transformation. Cependant, la présence de gossypol dans certaines variétés est un facteur limitatif, mais qui a déjà été éliminé par l'introduction de variétés dites "glandless", libres de gossypol.

La production d'arachides, solidement implantée en Afrique occidentale, permettrait une expansion ultérieure. Elle donne de l'huile de première qualité et un excellent tourteau, mais la formation d'aflatoxine, substance toxique, dans des conditions de grande humidité impose certaines restrictions, qui peuvent aussi être surmontées par une manipulation soignée ou par un traitement thermique.

La production d'huile de palme, elle aussi bien établie en Afrique occidentale, gagne lentement du terrain en Afrique orientale. Le cocotier se plaît le long de la côte tropicale ou dans son voisinage. Parmi d'autres oléagineux, on mentionnera le soja, le tournesol et le simsim, qui prospèrent tous fort bien en Afrique tropicale. Ils offrent de grandes possibilités dans le secteur agricole, exigent une main-d'oeuvre hautement intensive et s'intégreraient fort bien dans des complexes industriels ruraux.

Les plantes oléagineuses subissent la contrainte de certains facteurs agronomiques lors de la production de subsistance, mais ces facteurs peuvent aussi être surmontés. Etant donné qu'elles exigent une main-d'oeuvre nombreuse, les besoins en travailleurs pourraient constituer un facteur limitatif dans les régions dépeuplées par l'exode rural.

3.3.4 Fruits et légumes

La culture des fruits et des légumes est possible en Afrique partout où le climat s'y prête. Une grande variété de ces plantes s'y plaît, notamment les fruits exotiques et les agrumes de première qualité, comme en témoignent les plantations d'Afrique septentrionale et australe.

Les vastes zones forestières qui recouvrent l'Afrique tropicale sont autant de terrains en puissance pour des plantations de fruits et de légumes; cette ceinture demande encore à être mise en valeur de façon substantielle. La demande est forte pour ces végétaux, les marchés locaux et les marchés d'exportation sont encore loin d'être pleinement exploités. A la base, les méthodes de culture et les installations pour traiter les plantes existent déjà et sont faciles à se procurer. Le secteur offre de vastes possibilités de travail intensif et de revenu, ainsi que d'intégration par la transformation et l'utilisation des produits.

Certaines limites existent actuellement. Ainsi, la production de matières premières ne correspond ni aux besoins, ni aux capacités de transformation; cet aspect demande donc à être examiné en priorité dans le cadre d'un développement intégré. Les denrées sont souvent hautement périssables et exigent une manipulation et une préparation rapides. Autres causes de complications : la faiblesse d'infrastructure des transports, la nécessité de manipulations dans des entrepôts frigorifiques et l'insuffisance des réseaux de commercialisation et de distribution.

3.3.5 Industrie des produits animaux

Ce secteur embrasse les produits d'origine animale, tels que la viande, le lait et les produits laitiers, la volaille et les poissons. L'Afrique est dotée d'une nombreuse population de bétail, de moutons, de chèvres, de porcs et de volailles, et ses eaux contiennent des poissons en abondance. Le potentiel de développement de ce secteur est très élevé, au vu des amples réserves en terrains, en cours d'eau et en lacs; des races améliorées d'animaux, sélectionnées en collaboration avec des pays développés, existent déjà et attendent seulement qu'on renforce leur élevage, notamment dans les zones rurales.

Il faut toutefois surmonter les obstacles sérieux que l'on rencontre. Les maladies animales sont répandues et les soins sanitaires laissent beaucoup à désirer. Les glossines infectent presque toute l'Afrique tropicale et réduisent fortement la superficie des régions d'élevage intensif. Les ressources en pâtures sont limitées, ce qui diminue fortement les performances des races sélectionnées. Les produits animaux sont hautement périssables et - comme les fruits et les légumes - ils exigent des installations frigorifiques, une manipulation et une distribution rapides.

3.3.6 Production de nourriture pour animaux

D'après ce qui vient d'être dit, l'intégration avec les autres secteurs nécessite la production de pâtures pour animaux. La demande et les marchés existent, mais sur un continent sujet à la faim et à la famine, la concurrence entre l'homme et l'animal doit être réduite au minimum, et cela en faveur de l'homme, surtout pour les céréales. Le grand nombre d'animaux qui vivent actuellement en Afrique et qui ne trouvent guère d'autre pâture que les herbes crée de vastes débouchés pour les nourritures animales.

Cependant, les conditions météorologiques défavorables, qui mènent à la sécheresse, imposent des limites à la production de matières premières. Le coût élevé du transport de la ferme à l'installation de production et retour à la ferme, augmente le prix final pour le consommateur. L'approvisionnement en articles d'importation tels que les vitamines, les minéraux et les médicaments constitue un autre facteur limitatif, car ces produits sont souvent importés moyennant des devises étrangères qui sont fréquemment difficiles à se procurer.

- 14 -

3.4.0 PRINCIPALES ACTIVITES ENTREPRISES PAR DES ONG AFRICAINES ET NON-AFRICAINES POUR SOUTENIR LES AGRO-INDUSTRIES (Y COMPRIS LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES)

La plupart des ONG, africaines ou non-africaines, se concentrent sur trois secteurs : amélioration des conditions de vie rurales (surtout les cultures agricoles de subsistance, pour la vente et pour la nourriture), éducation (enfants et adultes) et santé (alimentation et soins médicaux) (18). Ces activités s'intègrent fort bien au développement d'un secteur agro-industriel prospère.

Le relèvement du niveau de vie dans les campagnes fait participer les ONG à la mobilisation sociale de la communauté, ce qui implique souvent une prise de conscience des droits sociaux et du potentiel économique des individus, la mise en valeur des ressources et des infrastructures locales, une définition des problèmes et l'aide à l'élaboration de stratégies pour aboutir à des solutions. Comme résultat de leurs efforts, les ONG établissent souvent un lien entre la communauté et le gouvernement.

3.4.1 Production et utilisation de matériels destinés aux agro-industries

La production agricole, qui forme l'armature de la vie rurale et la base des agro-industries, absorbe beaucoup d'activités des ONG locales et étrangères. Cela est illustré par les projets qu'ont entrepris dans de nombreux pays les comités de la Campagne mondiale contre la faim/Action pour le développement (CMCF/AD) et qui sont coordonnés par la FAO à Rome. Ces projets concernent la production de cultures de rapport et de cultures alimentaires, telles que céréales, légumes, fruits et légumes sous irrigation; on encourage aussi l'élevage de petits animaux comme les volailles, les lapins, les porcs et les chèvres, ainsi que la sélection d'un cheptel de qualité supérieure.

Le projet international des génisses (Heifer Project International), basé aux Etats-Unis d'Amérique, a joué un rôle essentiel pour livrer des génisses de qualité supérieure à nombre de pays africains, lesquels sont à leur tour venus en aide à leurs voisins.

En Afrique, le mouvement coopérateur joue un rôle prépondérant dans les agro-industries. La plupart des coopératives bénéficient de l'appui des gouvernements nationaux; elles agissent pour procurer des crédits à leurs membres et pour protéger les biens tels que la propriété foncière. Elles servent aussi d'intermédiaires pour l'assistance à fournir à leurs membres.

Si l'on se penche de plus près sur les coopératives agro-industrielles africaines, on constate qu'elles sont surtout organisées autour de cultures de rapport, telles que le coton, le café et le cacao. Elles interviennent activement dans divers aspects de la production, de l'entreposage et de la transformation, tels que l'extraction des huiles, le café et le cacao moulus et instantanés. Souvent, elles font leur propre commercialisation et distribution sur les marchés locaux et d'outre-mer. Ces coopératives ont fort bien réussi dans les pays d'Afrique orientale et occidentale. En revanche, les coopératives de consommateurs, qui s'occupent de fournir des produits de base tels que les denrées alimentaires et les vêtements destinés à pourvoir aux besoins locaux, ont connu un succès plus mitigé, surtout après l'accession à l'indépendance, car ces articles ne servent point les intérêts des marchés d'outre-mer dans les pays développés.

3.4.2 Aide

Les ONG d'outre-mer, telles que les comités CMCF/AD, les organisations d'aide et les groupements confessionnels des pays développés disposent d'importantes ressources financières qu'elles distribuent aux pauvres du tiers monde. Une analyse de cette assistance révèle que c'est l'aide alimentaire qui prédomine, surtout pendant les périodes de désastres tels que la sécheresse et les inondations. Parfois, cette aide compromet les efforts locaux d'autarcie et entraîne pour les

bénéficiaires une dépendance accrue de l'assistance étrangère. Certes, les ONG étrangères financent souvent des projets qui encouragent la production agricole, le stockage, la transformation et la consommation, et qui assurent ainsi, à court terme, une plus grande compétence pour la gestion et l'évaluation des projets. Toutefois, l'assistance cesse trop souvent dès que les crédits sont épuisés; les projets restent alors inachevés et en suspens, entre les mains d'ONG locales insuffisamment équipées. L'aide n'ayant guère un caractère neutre, elle tend à créer un état de dépendance et des pressions mal vues de la communauté.

En général, les ONG établissent la liaison entre les communautés locales et les bailleurs de fonds à l'étranger; en cas de divergences de vues, les tensions s'accroissent, surtout quand un projet d'assistance, délicat par sa nature, ne répond pas aux prévisions, à la suite de l'évaluation souvent demandée par l'ONG qui assure le financement.

3.4.3 Protection des consommateurs

Les ONG participent quelquefois à la protection des consommateurs, en intervenant pour améliorer la qualité de la vie, notamment dans les zones rurales. L'encouragement accordé aux justes prix pour les producteurs de matières premières agricoles et de matériel d'entrée, ainsi que de produits agro-industriels finis tels que les denrées alimentaires, stimule directement l'essor du secteur.

3.4.4 Promotion de la technologie

L'utilisation et la promotion de la technologie jouent un rôle essentiel pour assurer le progrès agro-industriel; aussi les ONG africaines et non-africaines y participent-elles activement. En général, dans l'industrie alimentaire, des organisations telles que les associations nationales des sciences et des techniques, les chambres du commerce et l'industrie, les coopératives collaborent souvent avec les institutions de recherche et de développement et avec les facultés d'agriculture des universités, pour explorer et mettre au point des techniques nouvelles, qui sont alors transmises et recommandées aux utilisateurs directs.

La promotion d'une technologie intermédiaire ou appropriée par les ONG du Nord a été couronnée de succès, comme l'atteste un rapport du Groupe pour le développement d'une technologie intermédiaire (ITDG) qui a son siège à Londres (20). L'ITDG n'a pas seulement aidé à mettre au point des projets pratiques et des technologies destinés aux zones rurales dans divers domaines, qui vont des sources économiques d'énergie au transport, du service des eaux à la production, au stockage et à la transformation des denrées alimentaires; il a aussi été le guide d'un mouvement de la bonne technologie qui compte plus de mille groupes et sections, dont certains sont des ONG dans les pays africains en développement.

3.4.5 Formation et recherche

Les ONG africaines et non-africaines jouent un rôle de premier plan dans la formation et la recherche en matière de développement agro-industriel. Le niveau peu élevé de l'éducation et de la qualification agro-industrielles dans presque toute l'Afrique rurale ouvrent un vaste champ aux ONG du Nord, richement dotées à cet égard, pour dispenser une éducation et des qualifications techniques avancées. Les activités principales comporteront la formation "sur le tas" dans différents domaines, assurée par un personnel étranger expérimenté, l'octroi de bourses d'études à l'étranger et la constitution de bases de formation locales, grâce à l'envoi d'instructeurs et à la création d'infrastructures.

Les universités jouent un rôle capital, car elles disposent d'un ensemble de ressources et de possibilités sur le plan matériel, humain et financier

qu'elles peuvent mettre en oeuvre pour la formation et la recherche dans le domaine agro-industriel. Cependant, dans certains pays d'Afrique, les universités ne sont pas, strictement parlant, des ONG, puisqu'elles sont parfois des établissements publics relevant du gouvernement. Très souvent, elles ont un personnel enseignant hautement qualifié et sont dotées des installations techniques les plus modernes.

3.4.6 Financement

Les ONG financières participent activement à la planification, aux études de faisabilité et à la réalisation des projets, elles fournissent des crédits et des prêts, spécialement aux ONG africaines; les agro-industries tendent à bénéficier d'un traitement de faveur, puisqu'elles satisfont aux besoins de la communauté et ont de fortes chances de succès.

3.5.0 PRINCIPALES DIFFICULTES ET CONTRAINTES QUE RENCONTRENT LES ONG

Les difficultés et contraintes d'ordre général esquissées plus haut et qui se rapportent aux agro-industries en Afrique s'appliquent également aux ONG; il n'est donc pas nécessaire de les réitérer ici. Le présent chapitre se concentre donc sur tout ce qui empêche les ONG de déployer une plus grande activité dans le secteur qui nous préoccupe.

3.5.1 Une proportion réduite de succès et la frustration qui s'ensuit viennent frapper certaines ONG, essentiellement à cause de la nature même des projets qui s'attaquent à la misère rurale. Ce domaine comporte de nombreux paramètres, dont les aspects dépassent souvent la compétence des ONG, de la communauté et même du gouvernement.

3.5.2 Coopératives

Les coopératives font face à des difficultés et contraintes dues principalement à la manière dont certaines furent fondées, sous pression avant l'indépendance, pour servir les intérêts des pays développés, souvent avec l'encouragement d'institutions internationales qui considéraient ces sociétés comme d'excellents instruments pour libérer les pays sous-développés (19). Les coopératives furent donc constituées au hasard, elles réunissaient des membres peu enthousiastes, nullement convaincus de certaines activités de leur groupement, malgré l'appui financier et matériel artificiel accordé par diverses personnes physiques ou morales intéressées.

Les activités qui mettent l'accent sur les cultures de rapport ne répondent pas vraiment aux préoccupations des gens du lieu, axées autour de la nourriture, du logement et du vêtement, et sont donc souvent traitées sans empressement. Les campagnards pauvres se sentent exploités, car le rendement d'un dur labeur est faible, en raison du bas prix des produits de base sur le marché mondial, des impôts élevés et des gros profits qui sont épongés par des intermédiaires et des fournisseurs de produits finis tels que les denrées alimentaires et les vêtements.

A l'échelon local, certaines coopératives, quoique riches, ont été mal dirigées; à la consternation de leurs membres, il y a même eu des cas de détournements de fonds.

3.5.3 Ressources limitées

Les ONG africaines, surtout celles qui s'inspirent des normes communautaires traditionnelles, sont pauvres en ressources matérielles, humaines compétentes et financières. Le fait qu'elles dépendent d'un appui étranger ou

gouvernemental tend parfois à limiter leurs activités.

3.5.4 Elaboration et gestion insuffisantes des projets

Les projets agro-industriels exigent une élaboration et une gestion appropriées, de façon à garantir une saine croissance et une bonne intégration de tout le système. Or, les compétences nécessaires sont limitées au sein de la plupart des ONG africaines, ce qui a des incidences négatives sur les résultats obtenus.

3.5.5 Pressions politiques

En Afrique, la politique, se trouve toujours dans une phase transitoire et à la base, elle exige un mélange de méthodes de gouvernement coutumières et modernes, qui ne sont pas toujours compatibles. Parfois, des influences extérieures aux ONG entrent en conflit avec leurs propres intérêts et avec ceux de la communauté. Une situation politique stable, couplée à des conditions acceptables au niveau des villages comme à celui de l'Etat, sur le plan des pratiques et des directives, est indispensable pour assurer une croissance intégrée et réussie des agro-industries.

3.5.6 Suspicion auprès des gouvernements

Les ONG qui sont en rapport avec l'étranger - et c'est le cas de la majorité d'entre elles en Afrique - sont parfois mal vues des autorités nationales, qui les suspectent d'introduire des idéologies et des influences du dehors. Cela risque d'être plus prononcé dans les pays à régime d'orientation socialiste, qui essaient d'échapper à la domination capitaliste. Une situation pareille causera inévitablement certains ressentiments mutuels et mettra un frein aux activités entreprises.

La liaison est d'habitude structurée comme suit : communauté - ONG - agences étrangères de financement; donc les ONG sont littéralement "coincées". L'institution de financement peut même donner l'impression d'être au service de puissances étrangères. On a vu des cas d'ONG qui tendaient à abandonner leur objectif initial, l'octroi d'un appui technique, et s'engager dans la lutte des classes ou manifester des ambitions politiques. Il est évident que des phénomènes de pareille nature ont des incidences négatives sur le succès des ONG.

3.6.0 PRINCIPAUX SOUS-SECTEURS AGRO-INDUSTRIELS ET DOMAINES DE COOPERATION ET D'APPUI POUR LES ONG INTERNATIONALES

Les principaux sous-secteurs agro-industriels et les domaines envisagés pour la coopération et l'appui que fourniront les ONG sont déterminés par les priorités exposées ailleurs dans le présent document. Ces priorités se fondent sur la prémisses suivant laquelle on s'attaquera d'abord aux problèmes existants, et que l'on répondra aux besoins des communautés, essentiellement en matière de nourriture et d'un régime alimentaire suffisant.

3.6.1 L'industrialisation en général

Pour commencer, l'Afrique en développement devra s'industrialiser comme les pays développés qui ont connu d'humbles débuts, mais il faudra le faire, de toute évidence, en court-circuitant l'acquisition de la technologie. Une industrialisation fondée sur des structures et des méthodes bien conçues est nécessaire pour développer les agro-industries, pour se doter d'une économie indépendante sur le plan technologique, et pour s'assurer une position financière forte et garantie. Le secteur agro-industriel devra occuper le centre même du réseau d'une industrialisation intégrée. C'est pourquoi les ONG internationales pourraient s'avérer utiles aux points stratégiques du réseau, qui seront déterminés en liaison avec les communautés locales. Les sous-secteurs ci-après offrent des possibilités de coopération et d'assistance.

3.6.2 Production et traitement des céréales

Les céréales forment le produit principal de la plupart des pays d'Afrique; aussi l'aide accordée à la promotion de la production agricole grâce à un meilleur équipement - machines, engrais, semences, installations d'irrigation, pesticides - permettrait-elle de résoudre dans une large mesure le problème de la pénurie de vivres. En modernisant les entrepôts de grains, on réduirait les grosses pertes à l'ensilage, souvent estimées à 20-30 pour cent du grain stocké, et l'on conserverait une nourriture hautement nécessaire à la population.

Les machines et outils agricoles, même les plus simples, qui conviennent aux zones rurales ou aux petites entreprises, tels que batteuses, décortiqueuses, tarares, moulins à meules et tamiseuses, peuvent trouver un large emploi dans le secteur agro-industriel en Afrique.

Les légumes sont la viande du pauvre et satisfont à près de 50 pour cent des besoins en protéines de certaines populations tropicales africaines. L'appui donné à ce sous-secteur, conformément aux grandes lignes recommandées pour les céréales, notamment quant à un traitement qui réduirait le temps de cuisson et qui éliminerait les inhibiteurs nutritionnels, remédierait au problème de la malnutrition protéino-énergétique (PEM) qui frappe plus de 25 pour cent des enfants d'âge préscolaire dans les pays africains en développement.

3.6.3 Les huiles et graisses végétales offrent de grandes possibilités d'amélioration et d'expansion; les huiles ayant une forte teneur en énergie, leur consommation accrue pourrait réduire la malnutrition énergétique.

3.6.4 Viande

Ce sous-secteur embrasse tout le bétail - bovins, caprins, ovins, porcins, lapins - les volailles et même le gibier, abondant en Afrique, ainsi que les poissons. Une coopération et un appui accordés à tous les stades, de la production et de la transformation jusqu'à la consommation, répondrait aux besoins et aux intérêts de nombreux pays d'Afrique et d'outre-mer. Ce domaine rentre dans les possibilités des OMC internationales.

D'autres sous-secteurs, ouverts à la coopération et à l'assistance indiquées précédemment à titre prioritaire, concernent la production, le traitement et la commercialisation des fruits et des légumes. Le sous-secteur des nourritures pour animaux s'avère lui aussi prometteur.

3.6.5 Domaines de coopération et d'assistance

En général, tous les systèmes et sous-systèmes du complexe agro-industriel, s'ils sont bien intégrés, se prêtent à la coopération ou à l'assistance. Les domaines ci-après sont prioritaires.

3.6.6 Transfert de technologie

Le transfert de technologie doit répondre aux besoins de la communauté. Pour être adéquat, il devra être accepté sur le plan local, être adaptable et rentrer dans le cadre des ressources locales qui lui permettront de recevoir un appui soutenu. Logiquement, il devra remédier aux principales contraintes, depuis la production et la transformation jusqu'à la commercialisation et à la distribution. Sur le plan de l'équipement, la création d'une capacité de recherche et de développement pour déployer et perfectionner les techniques locales, la fabrication de machines au niveau local et celle de pièces de rechange ouvrent d'excellentes possibilités à la coopération. Puisque l'intégration est tellement souhaitable, il serait tentant pour les ONG étrangères de mettre sur pied des unités modèles de démonstration dans certains pays, aux fins d'une formation "pilote" et en tant que noyaux d'un développement ultérieur.

3.6.7 Formation

Les taux d'alphabétisation dans les régions rurales africaines sont faibles; de ce fait, pour assurer un progrès technique efficace au niveau des agro-industries, l'éducation des adultes constitue un facteur privilégié du développement. Une alphabétisation fonctionnelle serait hautement souhaitable et, de même que l'éducation de nature scolaire, elle devrait porter sur l'ensemble du système, depuis la production jusqu'à la consommation. Les ONG non-africaines pourraient donc aider à la formation en milieu local pour obtenir de meilleurs résultats. Des cours "sandwich" dans les pays les moins développés et dans les pays en développement, ou des bourses dans des établissements d'outre-mer seraient également utiles. D'autres aspects de la coopération consisteraient à susciter des compétences locales en matière de formation et de recherche/développement, donc à assurer la formation de formateurs et à mettre sur pied des infrastructures. Des voyages d'études dans les pays développés et à l'intérieur des pays en développement, l'échange de visites, ainsi que l'organisation de colloques et d'ateliers pourraient recevoir un appui substantiel de la part des ONG internationales.

3.6.8 Commerce

Pour la plupart, les ONG internationales ne sauraient être considérées comme partenaires commerciaux sérieux des ONG africaines, mais le commerce offre des possibilités de coopération et d'appui. Les ONG étrangères pourraient exercer une pression et une influence sur le dialogue Nord/Sud, de façon à garantir des conditions équitables aux pays africains. Elles pourraient influencer la politique des prix, pour assurer aux marchandises africaines des prix à la production plus équitables sur le marché mondial. Elles pourraient aussi influencer la suppression de barrières commerciales, telles que les tarifs et le système des quotes-parts, en élargissant de la sorte le marché des produits de base pour les pays africains.

3.7.0 COOPERATION MULTILATERALE ENTRE L'ONUDI ET LES ONG, AINSI QU'ENTRE ONG

Il existe de nombreux domaines de coopération entre l'ONUDI et les ONG, ainsi qu'entre les ONG elles-mêmes, notamment si l'on tient compte des rôles et des objectifs, ainsi que des problèmes et des contraintes auxquels font face ces organisations, comme cela a déjà été esquissé plus haut.

De par la nature même de ses structures et de ses objectifs, l'ONUDI pourrait coopérer à la formulation de politiques et de directives. La coopération aux travaux de recherche et de développement, de même que la collecte, la diffusion et l'échange d'informations constitue un domaine évident. Dans le cadre de ce processus, l'ONUDI pourrait cerner les problèmes et chercher des donateurs, tout en appuyant cet effort par l'envoi de consultants. En bref, la coopération de l'ONUDI sur le terrain, avec les ONG et à l'intérieur des ONG, pourrait rentrer dans les catégories suivantes, qui sont liées les unes aux autres.

3.7.1 Transfert de technologie

Les domaines pertinents pour l'Afrique contemporaine ont été traités ailleurs dans le présent document; on se bornera donc ici à évoquer certains aspects particuliers. La rédaction d'études de faisabilité et de pré-investissement pour l'implantation d'une industrie alimentaire intégrée offre de vastes possibilités de coopération multilatérale, ce qui réduira les risques d'un choix de technologies inadéquates, ainsi que les risques de pertes financières.

Etudes de faisabilité et de pré-investissement

La coopération pourrait être instaurée pour la création d'industries alimentaires intégrées. L'ONUDI et les ONG du Nord, ainsi que les ONG plus expé-

rimentées des pays en développement, pourraient associer leurs capacités intellectuelles et techniques pour procéder à des analyses détaillées et objectives de la faisabilité de projets agro-industriels. Ces études embrasseraient toutes les étapes, depuis la production et le traitement jusqu'à la commercialisation et à la distribution, ainsi que les industries nouvelles, dans le cadre d'une matrice intégrée. Les travaux énumérés ci-dessus pourraient être suivis d'une formulation des projets, et finalement de leur réalisation par des ONG africaines.

3.7.2 Services de consultation

Les services de consultation au titre du développement agro-industriel offrent de larges possibilités à la coopération mutuelle. Celle-ci pourrait prendre la forme d'études sur l'organisation, sur les aspects économiques, techniques et administratifs de la gestion et de la commercialisation, ainsi que sur plusieurs aspects pertinents de la technologie. Parmi les services recommandés, on mentionnera l'établissement de contrats d'ingénierie et de contrats généraux pour l'exportation et pour le lancement de projets industriels clef en mains et produits en vins, spécialement à l'intention des ONG des pays en développement intéressées au développement intégré des agro-industries.

3.7.3 Opérations en association

Les opérations en association ("Joint ventures") jouissent particulièrement de la faveur des ONG, puisqu'elles permettent la production, le traitement et la commercialisation en association, à l'avantage mutuel. L'ONUDI participerait aux opérations en exposant toute la gamme des possibilités ouvertes, non sans introduire un élément de confiance et de compétence technique. Les ONG du Nord pourraient être actionnaires et offrir une collaboration financière. La création d'usines pilotes servirait de noyau pour un développement plus poussé et pour de plus grands investissements de la part des ONG africaines.

3.7.4 Dispositions financières

C'est là un domaine d'activités qui pourraient fort bien être entreprises entre ONG, avec l'encouragement et le soutien actifs de l'ONUDI. Les coopératives sont tout indiquées pour puiser à ces sources. En pratique, l'ONUDI attesterait la viabilité technique des projets, alors que les ONG des pays développés élaboreraient le détail des entreprises. Des emprunts seraient alors consentis par des institutions financières coopératives, conjointement avec des expertises techniques et des garanties sous forme de crédits à l'exportation. Les ONG des pays en développement pourraient alors exécuter le projet en toute confiance et assurées de l'appui nécessaire. Comme on l'a dit plus haut, il existe dans beaucoup de pays en développement des installations qui exigent une restructuration; ces travaux étant coûteux, il faudrait que les ONG qui en ont les moyens, dans les pays en développement, puissent financer les opérations, avec l'encouragement de l'ONUDI.

3.7.5 Dispositions à prendre pour la formation

La coopération est la bienvenue dans ce domaine. Les bénéficiaires en seraient les institutions de production et de traitement des denrées alimentaires; l'assistance porterait sur la formation de spécialistes, de même que sur les aspects techniques, financiers et administratifs. Il serait facile à l'ONUDI de participer à ces opérations dans les domaines qui relèvent de son acte constitutif et de ses responsabilités à l'égard des gouvernements des Etats membres. Une certaine formation serait assurée sur le territoire des pays intéressés, mais on pourrait aussi recourir à des programmes d'échange sur le plan international.

L'assistance que l'ONUDI et les ONG qualifiées accorderaient à la création d'institutions nationales de formation contribuerait dans une large mesure au développement des compétences sur le plan local, ainsi qu'à un certain renforcement de la confiance en soi.

3.8 CONSIDERATIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

Il y a lieu de prévoir que l'essor du secteur agro-industriel, aux stades de la production et de la transformation, aurait des incidences sur l'environnement et créerait des risques de pollution, si l'on négligeait les précautions nécessaires.

Les cultures telles que les céréales, les légumineuses, les fruits et les légumes, ainsi que les cultures de plantation comme le caféier, le théier, le cacaotier et la canne à sucre, pour n'en mentionner que quelques uns, exigent une utilisation extensive et intensive des terrains, y compris le défrichage de forêts. Une bonne mise en valeur des sols, de nature à en maintenir la fertilité, à réduire au minimum l'érosion et la désertification, revêt une importance capitale. Une rotation bien conçue des cultures serait de toute évidence très avantageuse. L'économie rurale exige l'emploi d'herbicides dans les grosses exploitations agricoles à main-d'oeuvre limitée, et celui de produits chimiques protecteurs de la végétation tels que les pesticides. Certaines de ces substances laissent des résidus dans le sol et dans les plantes; une fois que les aliments ont été traités et consommés, certains pesticides tels que le DDT tendent à s'accumuler dans l'organisme et à causer des effets secondaires nocifs. Plusieurs pesticides d'usage courant sont toxiques pour l'homme et pour les animaux et il y a eu des cas d'empoisonnement mortel dû à une manipulation négligente, d'ailleurs difficiles à mettre en évidence statistiquement.

L'élevage du cheptel est très répandu dans l'Afrique traditionnelle; là où les animaux sont considérés comme signes extérieurs de richesse et de situation sociale, on les laisse souvent brouter trop longtemps et on leur permet d'épuiser les pâturages. Les caprins surtout font des ravages désastreux, car ils tendent à manger tout ce qui pousse. De ce fait, l'érosion des sols menace d'agrandir l'étendue des zones désertiques sur un continent sujet à cet épuisement des pâturages.

L'usage non-contrôlé des antibiotiques et d'autres remèdes de médecine vétérinaire dans les grandes exploitations agricoles compromet lentement la santé de l'homme, à mesure que les résidus tendent à se transmettre de l'organisme animal à l'organisme humain par la voie de la viande ou du lait. Cela crée une résistance aux substances pathogènes dangereuse pour la santé des individus.

Le stockage des cultures comporte souvent l'emploi d'insecticides ou de rodenticides pour réduire les pertes au minimum. Ces produits chimiques constituent un danger pour l'environnement et pour l'homme, si on ne les utilise pas à bon escient.

Pour le traitement des denrées alimentaires, les considérations relatives à l'environnement sont presque particulières à chaque article. Dans l'ensemble, ces denrées donnent lieu invariablement à des sous-produits et à des déchets qui sont parfois rejetés dans l'environnement ou dans un milieu aquatique.

Souvent, la source d'énergie joue un rôle considérable. Lorsqu'on utilise du charbon industriel ou du fuel pour produire de l'énergie, les centrales électriques rejettent dans l'atmosphère de dangereuses vapeurs acides et peuvent susciter des pluies acides, qui ont causé beaucoup de dommages à l'environnement des pays développés. L'énergie hydro-électrique remédierait à ces inconvénients, partout où on peut la mettre en valeur.

La source d'eau est un autre facteur important. L'Afrique est pleine d'eaux polluées, qui exigent un traitement compliqué pour les rendre potables. L'hygiène individuelle et publique, conditions préalables pour le traitement des denrées alimentaires, demandent à être observées avec le plus grand soin. Tout cela, à quoi l'on ajoutera les risques de pollution par les établissements agro-industriels, demande une gestion scrupuleuse, si l'on veut éviter la pollution de l'environnement.

Surtout le long du littoral, on tiendra compte de l'atmosphère, lors du choix du matériel et des machines, car la corrosion pose un grave problème, qui nécessite le recours à des revêtements en acier inoxydable et un traitement anti-rouille.

L'implantation d'entreprises agro-industrielles intégrées permet de résoudre dans une certaine mesure le problème de la conservation de l'environnement. Par exemple, lors du moulage des céréales, le son peut servir à l'extraction des huiles ou à la fabrication de nourritures pour animaux, au lieu d'être jeté aux ordures. Les sous-produits des huiles végétales, tels que les tourteaux, pourraient être traités pour donner des produits riches en protéines ou de la nourriture pour le bétail. Les balles de grain pourraient servir de combustible, donc de source d'énergie. La même considération s'applique aux produits de légumes et de fruits. Nous nous bornons à citer quelques exemples pour illustrer notre propos concernant le développement intégré.

3.9.0 QUALITE ET DISPONIBILITE DES RESSOURCES HUMAINES POUR LES AGRO-INDUSTRIES

La qualité et la disponibilité des ressources humaines pour les agro-industries en Afrique appelle encore beaucoup de perfectionnements et une formation poussée, qui s'inspire des considérations exposées dans le présent document.

Les ressources humaines disponibles sont immenses, si l'on peut puiser dans le vaste réservoir des cultivateurs qui forment les neuf dixièmes environ des populations rurales de l'Afrique, estimées à plus de cinq cents millions de personnes (3). La répartition de la population totale par groupes d'âge montre que la moitié a moins de 20 ans et que les personnes âgées représentent plus de 25 pour cent du total, ce qui ne laisse qu'un pourcentage moyen pour les entreprises agro-industrielles actives, là surtout où l'exode rural des jeunes hommes n'a guère laissé dans les villages que les enfants et les vieux. Cela peut occasionner une pénurie de main-d'oeuvre lors de l'implantation d'industries nécessitant un personnel nombreux.

L'éducation est un bon indice de qualité. Dans l'ensemble, le degré de scolarisation des populations africaines reste très bas d'après les critères occidentaux. En revanche, la plupart des populations rurales possèdent une riche éducation coutumière, faite de connaissances traditionnelles séculaires, adaptées à leurs besoins et à leur environnement. C'est ce type d'éducation et d'expérience qui a permis aux habitants de survivre envers et contre tout dans des conditions très difficiles.

Pour l'instant, le degré d'alphabétisation reste bas, et le niveau des connaissances agro-industrielles intégrées laisse beaucoup à désirer selon les normes occidentales. A l'heure actuelle, le déficit est compensé par le traitement traditionnel de divers produits à base de denrées de première nécessité, telles que les céréales, les légumineuses et les racines alimentaires.

3.9.1 Considérations sur les progrès futurs et sur la formation

On a signalé dans le présent document les domaines appropriés et potentiels, ouverts à la coopération et dignes d'appui. Dans les conditions africaines, les domaines suivants sont les plus prometteurs. Relever le niveau d'alphabétisation des habitants leur ouvrira davantage l'accès aux connaissances et à la technologie. L'éducation des adultes, en tant qu'"alphabétisation fonctionnelle", leur apprendra un savoir-faire pratique qui pourra être immédiatement appliqué au développement agro-industriel. L'apprentissage auprès de membres des ONG, conjointement avec la formation "sur le tas", apparaît prometteur de succès. Ces expériences nécessiteront la création ou le perfectionnement d'infrastructures telles que des institutions de formation et un personnel de formateurs. La mise à disposition d'aides à la communication - appareils radio et aides visuelles -

permettra d'atteindre des zones rurales reculées et inaccessibles et contribuer de la sorte au développement agro-industriel.

BIBLIOGRAPHIE

1. Mosha, A.C. (1985). "Workshop on Weaning Food with special Emphasis on Dietary Bulk Problems - Key Note Address". Iringa, Tanzanie (sous presse).
2. Maletnema, T.N. (1985). "The problem of Food and Nutrition in Africa". Rapport TFNC N° 914. (Scus presse).
3. FAO (1983). "Annuaire FAO de la Production". Vol. 36. FAO, Rome, Italie.
4. Sethi, H. (1983). "Development is not a politically neutral task". Ceres 3 : 19-22.
5. Banque mondiale (1983). "Rapport sur le développement dans le monde 1982". Banque mondiale, Washington, E.-U.
6. ONUDI, (1981). "Annuaire de statistiques industrielles 1980". Vol.II. ONUDI, Vienne.
7. ONUDI, (1985). "Manuel de statistiques industrielles 1984". ONUDI, Vienne.
8. Base de données de l'ONUDI. Vienne
9. Aremo, J.A. (1983). "Popular participation in rural development". Ceres 3 : 15-18.
10. Tanzania Food and Nutrition Centre (1979). "The Food Processing Industry in Tanzania - Food Manufacturers Workshop Proceedings". TFNC. Dar es Salaam, Tanzanie.
11. Tanzania Food and Nutrition Centre (1980). "The Food Processing Industry in Tanzania. Prospects, Development and Control". TFNC. Dar es Salaam, Tanzanie.
12. Mosha, A.C. (1983). "Integrated Food Processing Industry Development in Africa : Constraints and Promotional Measures". ONUDI ID/WG. 404/1. 22 Sept. 1983. Rapport du consultant.
13. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (1981). "Transnational Corporations in Food and Beverage Processing". New York.
14. ONUDI (1984). "Approche intégrée de l'industrie alimentaire : Secteur des huiles et graisses végétales, des aliments du bétail, de la viande et des produits laitiers".
15. ONUDI (1984). "L'industrie des huiles et graisses végétales dans les pays en développement : Situation et perspectives. Série des études sectorielles, N° 13, vol.I". UNIDO/IS.47/.
16. Institut international de recherche sur les cultures en zone tropicale semi-aride (ICRISAT) (1982). "Proceedings of the International Symposium on Sorghum Grain Quality. October 1981". Pantachery. India. ("Actes du Colloque international sur la qualité du sorgho". Octobre 1981. Pondichéry, Inde).
17. ONUDI (1983). "A Factory Concept for Integrated Cassava Processing Operations - The Cassava Processing Concept". UNIDO/IO.534.

18. Bottazzi, M. "The Northern Partners". Ceres. 3 : 26-32. (1983).
 19. Baharamitsa, M. "Why do our Cooperatives in Africa fail ?" Freedom from Hunger Committee/AD. 146 (3), 4-8. (1982) FAO, Rome.
 20. McRobie, G. "We are not talking about revolution but about changing the rules". Ceres 3 : 33-38. (1983)
-

Les documents ci-après, publiés par l'ONUDI, ont aussi été consultés :

1. Première consultation sur l'industrie alimentaire. La Haye, Pays-Bas, 9-13 nov. 1981. ID/278.
2. Deuxième consultation sur l'industrie alimentaire, et plus particulièrement sur les huiles et graisses végétales. Copenhague, Danemark, 15-19 octobre 1984. ID/329.
3. Développement de l'industrie des huiles et graisses végétales : approche intégrée et résultats. ID/WG.427/9 (1984).
4. J.C. Simon : Une approche différenciée pour l'industrialisation agro-alimentaire dans les pays en développement. ID/WG.427/3. (1984).
5. M.R. Bachman et P. Rieder : Problèmes de l'expansion de l'industrie laitière dans les pays en développement. ID/WG.427/2. (1984).
6. Les agro-industries et l'industrialisation des pays en voie de développement. UNIDO/IOD.1. Par M.M. Aref (1976).